

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTÈRE DE LA DEFENSE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF DEFENCE

MINISTERE DE LA DEFENSE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°/AONO/MINDEF/CIPM/2022 DU 30 MAI 2022**

**POUR LA CONSTRUCTION D'UNFORAGE A LA BASE AERIENNE 102, DANS LE
DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST
-EN PROCEDURE D'URGENCE-**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE DE LA
DEFENSE – EXERCICE : 2022**

IMPUTATION : 56 13 001 02 5312080 524113

EXERCICE : 2022

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----------|
| Pièce n°1 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)..... | 3 |
| Pièce n°2 : Règlement Général de l'Appel d'offres(RGAO)..... | 15 |
| Pièce n°3 : Règlement Particulier de l'Appel d'offres(RPAO)..... | 33 |
| Pièce n°4 : Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP)..... | 42 |
| Pièce n°5 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)..... | 58 |
| Pièce n°6 : Cadre du bordereau des prix unitaires..... | 61 |
| Pièce n°7 : Cadre du détail quantitatif et estimatif..... | 64 |
| Pièce n°8 : Cadre du sous-détail des prix..... | 68 |
| Pièce n°9 : Modèle de lettre commande..... | 70 |
| Pièce n°10 : Modèles de documents à utiliser par les soumissionnaires | 74 |
| Pièce n°11 : Justificatifs des études préalables..... | 84 |
| Pièce n° 12 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics | 86 |

Pièce n°1 :

AVIS D'APPEL D'OFFRES
(AAO)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°...../AONO/MINDEF/CIPM/2022 DU30 MAI 2022
POUR LA CONSTRUCTION D'UN FORAGE A LA BASE AERIENNE 102, DANS LE
DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST**

EN PROCEDURE D'URGENCE

FINANCEMENT : Budget d'Investissement Public 2022

IMPUTATION BUDGETAIRE : 56 13 001 02 5312080 524113

1. Objet de l'appel d'offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public 2022, le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense lance un appel d'offres national ouvert **pour la construction d'un forage à la Base Aérienne 102 dans le Département du Lom et Djerem, Région de l'Est.**

Constance des travaux

Les travaux objet du présent DAO devront être exécutés dans le strict respect :

- du cahier des charges ;
- des normes camerounaises et/ou internationales, des projets de normes mis en application, ou autres régissant les travaux prévus ;
- des règles de l'Art.

Ces travaux détaillés dans le CCTP (pièce n°5), le CBPU (pièce n°6) et le CDQE (pièce n°7) comprennent :

- Les études géophysiques et hydrogéologiques ;
- La foration ;
- Le développement à l'air lift ;
- Les essais de pompage par paliers ;
- La réalisation d'une margelle anti bourbier ;
- La construction d'une clôture ;
- Les travaux d'assainissement ;
- La fourniture et pose de la pompe à motricité humaine ;
- La formation d'une équipe pour l'entretien courant.

NB : Un projet d'exécution de l'ensemble des travaux etéventuellement les plans de récolelement seront élaborés par l'Entreprise en liaison avec l'Ingénieur du Marché.

2. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois.

3. Allotissement

Les travaux sont maintenus en un (01) lot ci-après défini :

Construction d'un forage à la Base Aérienne 102 dans le Département du Lom et Djerem, Région de l'Est

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de dix millions (10 000 000) FCFA TTC.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises ou groupements d'entreprises de droit camerounais ayant les compétences dans le domaine.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le **Budget d'Investissement Public du Ministère de la Défense, Exercice 2022, ligne d'Imputation Budgétaire n°56 13 001 02 5312080 524113.**

7. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances (la liste figure dans la pièce n°12 du présent DAO), dont le montant est de deux cent mille (200 000) Francs CFA ; représentant 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du projet conformément à l'arrêté en vigueur, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

8. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de la Défense/ Direction du Budget et des Equipements/Service des Marchés, Téléphone n° 222 23 84 20 dès publication du présent avis et sur le site de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

9. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des marchés du Ministère de la Défense, Tél : 222 23 84 20 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme de cinquante mille (50000) FCFA, non remboursable, représentant les frais d'achat du DAO.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir sous pli fermé au Service des Marchés de la Direction du Budget et des Equipements du Ministère de la Défense, au plus tard le 29 JUN 2022 avant 13 heures, heure locale, et devra porter la mention :

503714

**30 MAI 2022 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINDEF/CIPM/2022
DUPOUR LA CONSTRUCTION D'UN FORAGE A LA BASE AERIENNE 102, DANS LE DEPARTEMENT
DU LOM ET DJEREM, REGION DE L'EST
EN PROCEDURE D'URGENCE
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (préfet, sous-préfet....), conformément aux stipulations du règlement particulier de l'appel d'offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre chargé des Finances.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un 10 JUN 2022 temps dans le Cabinet du Commandant de la Première Région de Gendarmerie le 29 JUN 2022 à partir de 14heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés.

15

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée par leurs soins et détentrice d'un mandat légalisé par une autorité compétente.

13. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels ayant pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le dossier d'appel d'offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux CCTP du DAO et à la qualification des candidats.

1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Dossier administratif ou fiscal incomplet ou non conforme au-delà de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ;
- Absence de sous détail d'un prix unitaire quantifié et/ou de la décomposition d'un prix forfaitaire ;
- Offre n'ayant pas satisfait à au moins 75% (soit 09/12) des critères essentiels.

2 Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux, objet de l'appel d'offres, ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des travaux à réaliser.

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

- . Présentation de l'offre (ordre de pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- . Délais de livraison ;
- . Expérience et référence du soumissionnaire (copies des contrats, PV de réception des marchés correspondants) ;
- . Attestation de solvabilité bancaire supérieure ou égale à six millions (6 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère en charge des finances.

14. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-commande au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions du RPAO et évaluée moins-disant.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offres pour une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction du Budget et des Equipements (Service des Marchés) Téléphone n° 222 23 84 20/Fax

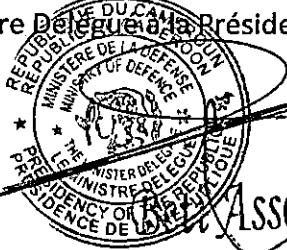
17. Corruption

En cas de dénonciation d'actes de corruption, contacter les services compétents du Ministère des Marchés Publics (MINMAP) au 88 20 06 06 et de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

30 MAI 2022

Yaoundé, le

Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense



Assomo Joseph

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage

✓

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTÈRE DE LA DEFENSE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF DEFENCE

MINISTRY OF DEFENCE

CONTRACT AWARD COMMITTEE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 03714/AONO/MINDEF/CIPM/2022 OF 13.05.2022. FOR THE
CONSTRUCTION OF A BORE HOLE AT THE 102 AIRFORCE BASE, LOM
AND DJEREM DIVISION, EAST REGION
IN EMERGENCY PROCEDURE

FINANCING : 2022 PUBLIC INVESTMENT BUDGET

BUDGET ITEM : 56 13 001 02 5312080 524113

FINANCIAL YEAR : 2022

E 0 3 7 1 5

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°...../ONIT/MINDEF/CIPM/2022
OF 0...MAY...2022 FOR THE CONSTRUCTION OF A BOREHOLE AT THE 102 AIRFORCE BASE, LOM
AND DJEREM DIVISION, EAST REGION
IN EMERGENCY PROCEDURE**

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the 2022 Public Investment Budget, the Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence hereby launches an Open National Invitation to tender for the Ministry of Defence for the construction of a borehole at the 102 Airforce Base in Lom and Djerem Division of the West Region.

The works to be provided by this Invitation to tender shall be executed in strict compliance of:

- Contracts specifications;
- Norms applicable in Cameroun and/or at the international level, prescribed norms or others norms in this domain of works;
- Best practices in the domain of construction;

Globally, the works to be provided by this invitation to tender as illustrated in the Special Technical Clauses (CCTP: Document N°5), the Unit Price Schedule (CBPU: Document N°6) and the Quantity and Price Estimate (CDQE: Document N°7) include:

- Geophysical and hydrogeological studies;
- Boring;
- Progression via air-lift;
- Step-wise pumping tests;
- Construction of an anti-mud bordering edge;
- Construction of a protective fence;
- Cleaning up works;
- Supply and installation of a manual-driven pump;
- Training of a team for routine maintenance.

NB : The contractor shall elaborate an execution project for the entire works and eventually the "as built plans" in association with the project engineer.

2. EXECUTION DEADLINE

The maximum execution deadline provided for by the Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence for the execution of the services under this Invitation to tender shall be a period of three (3) months.

3. ALLOTMENT

The services shall be maintained in one (1) lot defined as follows:

Construction of a borehole at the 102 Airforce Base in Lom and Djerem Division of the West Region.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation according to prior studies stands at ten million (10 000 000) CFAF all taxes inclusive.

5. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to tender is open to Cameroonian companies with proven expertise in the field.

6. FINANCING

Services expected under this Invitation to tender shall be funded by the 2022 Public Investment Budget of the Ministry of Defence, Budget item No **56 13 001 02 5312080 524113**.

7. PROVISIONAL BID BOND

Each bidder must include in their administrative documents, a bid bond of two hundred thousand (200 000) CFAF issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance featuring on Document No 12 of the Tender File, representing 2% of the estimated cost, including all taxes (ATI) of the project in accordance with the order in force, and valid for thirty (30) days beyond the original validity date of tenders.

8. CONSULTATION OF TENDER FILE

The tender file may be consulted during working hours at the Ministry of Defence/ Department of Budget and Equipment, Public Contract Service, telephone N° 222 23 84 20 upon publication of this notice and online on the website of the Public Contracts Regulatory Agency.

9. ACQUISITION OF TENDER FILE

The file may be obtained from the Department of Budget and Equipment, Public Contract Service of the Ministry of Defence, telephone **No 222 23 84 20**, as from the publication of this Notice, upon payment of a non-refundable sum of fifty thousand CFAF (CFAF 50 000) being the file acquisition fee payable at the public treasury.

10. SUBMISSION OF BIDS

Each bid drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) duplicates labelled as such, should be forwarded to the Public Contract Service of the Department of Budget and Equipment latest on **29 JUN 2022** at 1 pm local time bearing the following label:

503715
OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°...../ONIT/MINDEF/CIPM/2022
OF3.0-NAT FOR THE CONSTRUCTION OF A BORE HOLE AT THE 102 AIRFORCE BASE, LOM
AND DJEREM DIVISION, EAST REGION
IN EMERGENCY PROCEDURE

"to be opened only during the bid opening session"

11. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under penalty of rejection, the administrative documents required shall be produced in originals or true copies thereof certified by the issuing service or a competent administrative authority (senior divisional officer, divisional officer, etc.), in conformity with the prescriptions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months old or must have been issued after the signing of the Tender Notice.

Any incomplete bid, in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible such as, the absence a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance.

12. OPENING OF BIDS

Tenders shall be opened in a single phase in the cabinet of the Commander of the First Gendarmerie Region on 29 JUN 2022 as from 2 pm, local time, by the internal Contract Award Committee.

Only bidders can attend the opening session or be represented by any duly mandated person of their choice

13. EVALUATION CRITERIA

The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. The aim of these criteria is to identify and reject incomplete tenders or tenders which essentially, do not conform to the conditions laid down in the Tender File relating especially to the admissibility of administrative documents, and conformity of the technical bid to the terms of reference of the Tender File and the qualification of bidders.

1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be eligible. Non-compliance with these criteria will lead to the rejection of the bid. These criteria include:

- incomplete or non-conformity administrative documents beyond 48 hours after the opening of bids;
- absence or non-conformity of the bid bond;
- false declaration or forged documents;
- absence of a sworn statement whereby the tenderer certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last three budget years, but also that their names are not included in the list of defaulting companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- omission of a quantified unit price in the unit price schedule;
- absence of sub details of quantified unit prices and/or contract lumpsum price breakdown;
- A bid which failed to meet at least 75 % (i.e 09/12) of all essential criteria.

2 Essential criteria

These fundamental criteria are key in sizing of the financial and technical capacity of bidders wishing to provide the services under this Invitation to tender. They should be determined depending on the nature and consistency of the works to be provided.

Criteria for the qualification of bidders shall be evaluated on the following:

- Presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- Delivery time;
- Bidder's experience and references (copies of the contract and reports of proceedings for the reception of contracts of same nature)
- A bank solvency certificate of solvency higher than or equal to 6 000 000 (six million) CFAF) issued by first-class bank or financial body approved by the Ministry in charge of Finance.

14. AWARD OF CONTRACT

Project owner shall award the jobbing order (contract) to the lowest bidder whose bid is in substantial compliance with the RPAO (the Special Conditions of the Tender).

15. DURATION AND VALIDITY OF BIDS

Bidders shall be bound by their bids for a period of ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of Tenders.

16. COMPLEMENTARY INFORMATION

Additional technical information may be obtained during working hours from the Department of Budget and Equipment (Public Contract Services), telephone No 222238420.

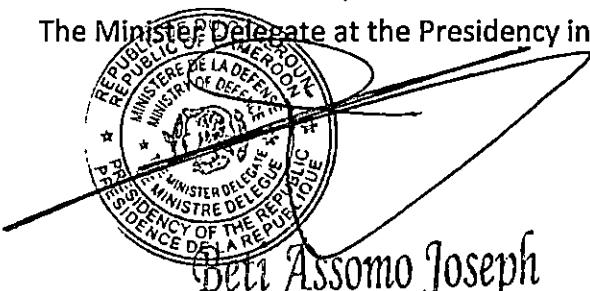
17. CHECKING CORRUPTION

For any denunciation of acts of corruption, please contact the competent services of the Ministry of Public at **88 20 06 06** or Public contracts of the Regulatory Agency (ARMP).

30 MAI 2022

Yaounde, the

The Minister Delegate at the Presidency in Charge of Defence



Copies:

- MINMAP
- ARMP
- CIPM Chairperson
- Notice boards